



**Groupe thématique
sur le développement
rural et la sécurité
alimentaire**
Création: 1999

MEMBRES

Nations Unies: Banque mondiale, FAO, FNUAP, PAM, PNUD, UNICEF.

Gouvernement: Institut pour le développement rural; Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches; Ministère des ressources naturelles; Institut national pour la technologie agricole; Institut nicaraguayen pour le développement municipal; Secrétariat pour l'action sociale.

Société civile et ONG:

Fondation C. Sandino; Coopérative pour l'aide américaine au monde entier (CARE); Council of Pro-Alliance Denominational Churches (CEPAD); Université nationale d'agronomie; Université nationale américaine; Syndicat national des travailleurs agricoles; Save the Children; Solidarity International; Université d'Amérique centrale.

Donateurs: Agence

canadienne de développement international (ACDI); Agence danoise de développement international (DANIDA); Réseau européen de sécurité alimentaire (RESAL); Union européenne (EU); Office allemand de la coopération technique (GTZ); Institute of Nutrition for Central America and Panama (INCAP); Banque interaméricaine de développement (BID); Organisme norvégien pour le développement international (NORAD); Programme de développement intégré de Chinandega et León (PROCHILEON); Groupe régional d'assistance technique; Agence espagnole de coopération internationale (AEU); Agence suisse pour le développement et la coopération (SSD); Ambassades du Danemark et de France.

Activités précédentes:

Consultations, aide et soutien au gouvernement et suivi du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation au Nicaragua.

Nicaragua



FIDA/L. DEMATEIS

Renforcement de la concertation

Il ne sera possible de parvenir à la sécurité alimentaire qu'avec la volonté politique et l'engagement des gouvernements nationaux d'élaborer des politiques reconnaissant son importance. Les Groupes thématiques nationaux sont habituellement des lieux de débats pour les décideurs et les hommes politiques. Tel est le cas du Groupe thématique au Nicaragua (DRYSA) qui, depuis sa création en 1999, a joué le rôle d'un conseiller direct du gouvernement pour les questions de politiques nationales, de stratégies et de programmes dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la pauvreté rurale.

Plus récemment, le dialogue entre le DRYSA et le gouvernement

du Nicaragua s'est focalisé sur la vérification et l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action du Sommet Mondial de l'Alimentation et sur le suivi des actions futures.

Le rapport préparé par le DRYSA contient un rappel des sept engagements pris dans le Plan d'action, une évaluation de l'état d'avancement des travaux et des propositions concrètes à cet effet. L'engagement six du Plan d'action, par exemple, souligne la nécessité d'utiliser les investissements publics et privés de manière efficace pour stimuler le développement. Le rapport du Groupe met l'accent sur les résultats obtenus dans les domaines de la promotion des

// Nous encouragerons l'affectation et l'utilisation optimales de l'investissement public et privé pour faire progresser les ressources humaines, les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et forestiers durables et le développement rural, dans les zones à fort comme à faible potentiel.

PLAN D'ACTION DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION, ENGAGEMENT //



// En plus de développer des plans d'action pour chaque politique nationale, il convient de déterminer le budget national et la gestion des ressources extérieures nécessaires à leur application. Cela ne peut se faire sans la volonté politique des autorités et des organisations de la société civile de réduire la pauvreté, l'inégalité et l'insécurité alimentaire.

// DÉPENSES PUBLIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL ET L'APPUI AUX ZONES RURALES DU NICARAGUA

investissements et des exportations, mais demande qu'on utilise des mécanismes de contrôle plus transparents pour la légitimation des investissements et la privatisation des entreprises publiques. Le Groupe recommande aussi que les pouvoirs publics abordent de toute urgence certaines questions spécifiques, à savoir l'accroissement des options de crédit pour l'agriculture, le renforcement des institutions du secteur agricole et l'attention accrue portée aux populations les plus vulnérables et soumises à l'insécurité alimentaire telles que les communautés indigènes de la côte atlantique et du centre-nord du pays.

Les travaux effectués précédemment par le Groupe ont été utilisés pour l'analyse comparative de la situation macroéconomique de 1996 à 2001 contenue dans le rapport et pour l'évaluation des capacités nationales de production vivrière. Dans cette partie, le Groupe étudie la production de base (maïs, haricots et riz), le crédit agricole, le prix des céréales de base, les technologies de la production, les répercussions des phénomènes météorologiques (El Niño et l'ouragan Mitch) et les questions portant sur les régimes fonciers. Le rapport se termine par une étude de l'assortiment des produits alimentaires et commente aussi la politique nationale en matière de sécurité alimentaire, pour laquelle le groupe a fourni l'assistance technique.

Afin de pouvoir connaître le montant des dépenses affectées à l'agriculture et les sommes dont bénéficie le secteur rural, le Groupe s'est penché sur les résultats d'une étude approfondie des dépenses publiques consacrées au

développement rural, effectuée par un consultant national. Cette étude (*"Dépenses publiques pour le développement rural et l'appui aux zones rurales du Nicaragua"*) décrit le flux des dépenses publiques et des investissements consacrés au développement agricole et rural de 1995 à 1999 et contient des données fondamentales pour l'élaboration d'une politique de développement rural. Elle contient une ventilation mise à jour des investissements publics dans les projets de développement rural, une matrice des objectifs, des stratégies et des politiques pour le développement agricole et rural au plan national, la liste des institutions publiques engagées dans le secteur rural (et leurs compétences respectives), une ventilation des investissements publics dans le secteur rural (infrastructures, secteur social et production) et une analyse comparative du pourcentage des dépenses publiques consacrées au secteur rural, par rapport aux dépenses publiques totales dans les pays de l'Union Européenne, au Brésil, au Chili et en Equateur. La croissance annuelle moyenne de l'agriculture (en valeur), au Nicaragua, par rapport aux autres pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine, est également mentionnée.

Cette étude du Groupe thématique est précieuse car elle contient des renseignements fiables et actualisés qui seront très utiles pour la comptabilité des dépenses publiques nationales. Elle devrait permettre aux partenaires de déterminer et de quantifier les investissements qu'il sera possible d'envisager à l'avenir pour le développement rural.

Former l'opinion et orienter les politiques

Le Groupe thématique sur le développement rural et la sécurité alimentaire (DRYSA):

- a rédigé une proposition pour aider la Commission économique de l'Assemblée nationale à améliorer et à étayer le projet de Loi sur la sécurité alimentaire et la nutrition – comportant une définition des rôles institutionnels et des diverses fonctions, dans le cadre de la sécurité alimentaire;
- a fourni au gouvernement l'aide technique nécessaire pour la Politique nationale sur la sécurité alimentaire et la nutrition, document présenté lors de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre 2000);
- a préparé le document *"Nicaragua: la pauvreté et l'insécurité alimentaire"* qui s'inscrit dans le suivi du Sommet mondial de l'alimentation;
- a établi des recommandations pour un document rédigé par le gouvernement *"Stratégie du développement agricole national, horizon 2010"*.

